



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction générale des douanes
et droits indirects**

MINISTÈRE CHARGÉ DU BUDGET DES COMPTES PUBLICS

Direction Générale Des Douanes Et Droits Indirects

Sous-Direction Des Finances Et Des Achats

Bureau Achats (FIN 2)

11, Rue Des Deux Communes

93 558 MONTREUIL CEDEX

**ACQUISITION DE VEGETES GARDE-CÔTES (VGC)
POUR LA DIRECTION GÉNÉRALE DES DOUANES ET
DROITS INDIRECTS (DGDDI)**

PAN n° 2024/04

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES
PARTICULIERES
(CCAP)**

MARCHÉ PASSÉ SELON UNE PROCÉDURE AVEC NÉGOCIATION

en application des articles L. 2124-3, R. 2124-3 et R. 2161-12 à R. 2161-20
du Code de la commande publique dans sa version en vigueur au jour
de la publication de l'avis d'appel à la concurrence

CCAP_DGDDI_ PAN 2024-04_ACQUISITION VEGETES

TABLE DES MATIERES

Article 1 -	OBJET DU MARCHÉ	4
Article 2 -	ALLOTISSEMENT	4
Article 3 -	PROCÉDURE DE PASSATION	4
Article 4 -	CARACTÉRISTIQUES DU MARCHÉ.....	4
4.1	Forme et structure du marché.....	4
4.2	Durée du marché	5
Article 5 -	DOCUMENTS CONTRACTUELS.....	5
Article 6 -	MODALITÉS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS	6
6.1	Représentation des parties	6
6.1.1	Représentation de l'acheteur	6
6.1.2	Représentation du titulaire	6
6.2	Références aux normes et réglementations	7
6.3	Emission des ordres de service et affermissement des tranches optionnelles (TO).....	7
6.4	Contenu des ordres de service	8
6.5	Délais d'exécution des ordres de service	8
6.6	Prolongation du délai d'exécution des prestations.....	8
6.7	Clause de réexamen	9
Article 7 -	MODALITÉS DE VÉRIFICATION DES PRESTATIONS	10
7.1	Généralités.....	10
7.2	Livraison et vérification des prestations d'étude et conception des vedettes garde-côtes ...	10
7.2.1	Livraison des livrables.....	10
7.2.2	Vérification des livrables	11
7.3	Opérations d'admission provisoire des vedettes à la sortie de chantier avant convoyage vers le port d'attache.....	12
7.4	Opérations d'admission définitive des vedettes.....	13
7.5	Transfert de propriété.....	15
7.6	Prestation de formation des équipages.....	16
7.7	Prestations de fourniture de maquettes.....	16
7.8	Décisions suite aux opérations de vérification	17
7.8.1	Admission	17
7.8.2	Ajournement.....	17
7.8.3	Réfaction	17
7.8.4	Rejet.....	18
Article 8 -	GARANTIE	19
8.1	Champ d'application de la garantie	19
8.2	Visite de fin de garantie pour l'ensemble de la vedette et ses équipements.....	19
8.3	Modalités d'intervention.....	20
Article 9 -	OBLIGATIONS DU TITULAIRE.....	21
9.1	Obligation générale du titulaire.....	21
9.2	Obligation de conseil, d'information et d'alerte	21
9.3	Obligations de confidentialité et de sécurité	22
9.3.1	Confidentialité.....	22
9.3.2	Mesures de sécurité.....	23
9.3.3	Traitement de données à caractère personnel.....	23
9.4	Responsabilité	23
Article 10 -	PÉNALITÉS ET SANCTIONS	24
10.1	Généralités.....	24
10.2	Pénalités de retard.....	25

10.2.1	Pénalités pour retard en phase d'Etude/conception d'une VGC	25
10.2.2	Pénalités pour retard de construction d'une VGC.....	25
10.2.3	Pénalités pour retard de livraison d'une VGC	25
10.2.4	Pénalités de retard relatif à la fourniture de livrable	26
10.2.5	Pénalités de retard relatif aux interventions en garantie	26
10.2.6	Pénalités de retard relatif aux prestations de formation	26
10.3	Pénalités applicables en cas de non-respect de toute autre obligation du présent marché 26	
10.4	Plafonnement des pénalités	26
Article 11 -	REGIME FINANCIER.....	27
11.1	Forme et contenu des prix.....	27
11.2	Actualisation des prix	27
Article 12 -	MODALITÉS DE PAIEMENT.....	29
12.1	Avances.....	29
12.2	Acomptes	29
12.3	Retenue de garantie	30
12.4	Délais de paiement et intérêts moratoires.....	31
12.5	Modalités de facturation.....	31
12.5.1	Mentions obligatoires.....	31
12.5.2	Taux de TVA	32
12.5.3	Monnaie	32
12.5.4	Transmission des factures.....	32
Article 13 -	SOUS-TRAITANCE	34
Article 14 -	RÉSILIATION DU MARCHÉ	35
Article 15 -	DISPOSITIONS DIVERSES.....	36
15.1	Langue.....	36
15.2	Assurances.....	36
15.3	Autres obligations administratives.....	37
15.4	Exécution aux frais et risques du titulaire	37
15.5	Protection de la main d'œuvre et conditions de travail	38
15.6	Protection de l'environnement	38
15.7	Etablissement d'un bilan d'émissions de gaz à effet de serre (BEGES)	38
15.8	Dispositions applicables en cas de menace sanitaire grave appelant des mesures d'urgence	39
15.8.1	Suspension de l'exécution des prestations à la demande du titulaire.....	39
15.8.2	Suspension de l'exécution des prestations à l'initiative de l'acheteur	40
Article 16 -	REGLEMENT AMIABLE DES DIFFÉRENDS	41
Article 17 -	LITIGES ET CONTENTIEUX	42
Article 18 -	DÉROGATIONS.....	42

Article 1 - OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet l'acquisition de vedettes garde-côtes (VGC) pour la Direction Générale des Douanes et Droits Indirects (DGDDI).

Plus précisément, le présent marché comprend :

- L'étude et la conception de vedettes garde-côtes ;
- La construction, les essais et la livraison de vedettes garde-côtes ;
- La fourniture de maquettes des vedettes garde-côtes ;
- La formation des équipages de la DGDDI à l'utilisation des vedettes.

Les prestations sont décrites dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) du présent marché.

Article 2 - ALLOTISSEMENT

Par dérogation à l'article L. 2113-10 du Code de la commande publique, le présent marché ne fait pas l'objet d'allotissement.

Les prestations objet du marché, eu égard à leur nature et à leur objet, forment un ensemble cohérent et interdépendant dont la dévolution en lots séparés rendrait plus difficile l'exécution du contrat et serait financièrement plus coûteuse, le présent marché d'acquisition visant à acquérir une flotte homogène de vedettes garde-côtes.

Article 3 - PROCÉDURE DE PASSATION

Le marché est conclu selon la procédure avec négociation, conformément aux dispositions des articles L. 2124-3, R.2124-3 et R. 2161-12 à R. 2161-20 du Code de la commande publique, dans sa version en vigueur au jour de la publication de l'avis d'appel à la concurrence.

Article 4 - CARACTÉRISTIQUES DU MARCHÉ

4.1 Forme et structure du marché

Le marché est, en application des articles R. 2113-4 et R. 2113-6 du Code de la commande publique, un marché à tranches. Il est composé :

- D'une Tranche Ferme Forfaitaire (TFF) ayant pour objet l'étude, la conception, la construction, les essais et la livraison d'une vedette garde-côtes ainsi que la formation des équipages ;
- De 3 Tranches Optionnelles (TO) ayant pour objet respectif l'étude, la conception, la construction, les essais et la livraison d'une vedette garde-côtes ainsi que la formation des équipages.

Chaque tranche du marché est traitée à prix global et forfaitaire.

4.2 Durée du marché

Le marché est conclu pour une durée ferme de **soixante-douze (72) mois** à compter de sa date de notification au titulaire.

Cette durée s'entend de la durée maximale de validité du marché, à savoir de la période pendant laquelle l'acheteur peut affermir les tranches optionnelles.

La tranche ferme forfaitaire et les tranches optionnelles affermies et ayant fait l'objet d'un ordre de service s'exécutent dans les délais fixés aux termes du CCAP et du CCTP jusqu'à leur terme.

Les prestations objet de ces tranches peuvent s'exécuter au-delà du terme de la durée du marché fixée au présent article.

Article 5 - DOCUMENTS CONTRACTUELS

Le marché est soumis aux dispositions du Code de la commande publique.

Les documents contractuels régissant le marché sont, par ordre de de priorité décroissant :

- **L'acte d'engagement (formulaire ATTRI1)** daté et signé par le titulaire et le représentant de l'acheteur accompagné de son **annexe financière (Décomposition du prix global et forfaitaire)** ;
- Le présent **Cahier des Clauses Administratives Particulières** (CCAP n° 2024-04) ;
- Le **Cahier des Clauses Techniques Particulières** (CCTP n° 2024-04) et ses 3 annexes :
 - Annexe 1 : Essais préalable à la livraison de la vedette ;
 - Annexe 2 : Outillage des vedettes ;
 - Annexe 3 : Matériel d'intendance des vedettes.
- Le **Cahier des Clauses Administratives Générales relatifs aux Marchés publics Industriels** (CCAG/MI) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- L'offre **technique et commerciale** du titulaire ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces régissant le marché, elles prévalent dans l'ordre dans lequel elles sont énumérées ci-dessus.

Article 6 - MODALITÉS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

6.1 Représentation des parties

6.1.1 Représentation de l'acheteur

L'acheteur est représenté par le Directeur général des Douanes et Droits Indirects ou la Sous-directrice en charge des finances et des achats.

Pour les besoins de l'exécution du marché, l'acheteur est représenté par les agents du Bureau FIN2 de la DGDDI. D'autres personnes physiques habilitées à le représenter auprès du titulaire peuvent être désignées par l'acheteur, par tout moyen permettant de donner date certaine à sa notification, pour les besoins de l'exécution du marché. Pour ce faire, il précise les coordonnées complètes (nom, adresse mail, adresse postale, numéro de téléphone) de la personne désignée pour représenter l'acheteur durant la phase d'exécution du marché.

Les boîtes fonctionnelles pour faciliter les échanges sur l'exécution du présent marché sont les suivantes :

- Dg-fin2-marchespublics@douane.finances.gouv.fr (aspects juridiques du marché) ;
- Dg-fin2-achats@douane.finances.gouv.fr et dg-fin2-naval@douane.finances.gouv.fr (aspects opérationnels du marché).

L'acheteur notifie toute modification de(s) interlocuteur(s) désigné(s) au titulaire dans les meilleurs délais.

6.1.2 Représentation du titulaire

Le titulaire désigne dans son offre une ou plusieurs personne(s) physique(s) habilitée(s) à le représenter auprès de l'acheteur pour les besoins de l'exécution du marché. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire en cours d'exécution du marché.

Cette ou ces personnes sont les représentants du titulaire et les interlocuteurs privilégiés de l'acheteur. Elles sont chargées du suivi des prestations du titulaire et doivent disposer des pouvoirs nécessaires pour prendre toutes décisions utiles au nom et pour le compte du titulaire et avoir la capacité à l'engager juridiquement.

Pendant toute la durée d'exécution du marché, l'acheteur se réserve le droit de demander le remplacement motivé de l'un des représentants du titulaire.

Le titulaire est tenu d'informer, sans délai, l'acheteur de toute modification de l'interlocuteur désigné.

A ce titre, en cas d'absence prolongée ou de départ définitif de cet interlocuteur, le titulaire doit :

- **d'une part**, en aviser, sitôt qu'il en a la connaissance, l'acheteur, en lui communiquant la date de son absence ou de son départ ;
- **d'autre part**, prendre toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise. Le titulaire doit notamment désigner un remplaçant et communiquer le nom et le profil à l'acheteur dans un délai de **dix (10) jours ouvrés** à compter de la date de l'avis dont il est fait mention à l'alinéa précédent.

Le titulaire s'engage à ce que le remplaçant ait un profil comparable.

L'acheteur se réserve le droit de récuser le remplaçant, par une décision écrite et motivée, dans un délai de **quatorze (14) jours ouvrés** à compter de la réception de la communication mentionnée ci-dessus.

A défaut de réponse dans ce délai, l'accord de l'acheteur est acquis au titulaire. Le titulaire dispose de **dix (10) jours ouvrés** à compter de la notification de la décision récusant le remplaçant pour proposer, dans les mêmes conditions, un autre remplaçant à l'acheteur, lequel peut accepter ou refuser cette proposition de remplaçant dans les mêmes conditions que celles précédemment exposées.

Le titulaire s'engage à affecter à l'exécution du présent marché, les personnes ayant les compétences et l'expérience requise pour l'exécution du présent marché.

6.2 Références aux normes et réglementations

Durant toute la durée d'exécution du marché, les prestations doivent répondre aux normes, ou équivalent, et spécifications techniques requises au CCTP n° 2024-04 sous peine de résiliation du marché dans les conditions de l'article 14 ci-après.

6.3 Emission des ordres de service et affermissement des tranches optionnelles (TO)

(i.) Le démarrage de l'exécution des **prestations de la tranche ferme (TF)** du marché fait l'objet d'un **ordre de service de démarrage**. Cet ordre de service devra être notifié au titulaire dans un délai maximum de **six (6) mois** à compter de la notification du marché conformément à l'article 3.8.3 du CCAG/MI.

(ii.) Le démarrage de l'exécution des **prestations des tranches optionnelles (TO)** nécessite l'affermissement préalable de chacune d'elles et fait également l'objet, d'un **ordre de service de démarrage**.

L'affermissement ou le non affermissement d'une tranche optionnelle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité de quelque nature que ce soit.

Les décisions d'affermissement des tranches optionnelles (TO) et les ordres de service de démarrage de la tranche ferme et des tranches optionnelles sont notifiés au titulaire par tout moyen permettant de donner date certaine à leur transmission.

La date de démarrage des prestations fixée dans l'ordre de service vaut point de départ des délais d'exécution de chaque prestation à prix forfaitaire.

Aucune prestation ne peut être réalisée ou livrée par le titulaire, ni ne peut ouvrir droit à paiement si elle n'a pas été précédée de l'émission d'un ordre de service notifié au titulaire du présent marché.

Par dérogation au délai fixé à l'article 3.8.2 du CCAG/MI, le titulaire dispose d'un délai de **dix (10) jours ouvrés** à compter de la notification de l'ordre de service pour présenter, sous peine de forclusion, ses observations. Passé ce délai, l'ordre de service est réputé accepté sans réserve.

6.4 Contenu des ordres de service

Chaque ordre de service est établi par l'acheteur. Le titulaire s'engage à accuser réception de tout ordre de service auprès du Bureau FIN2, par courriel à l'adresse suivante: dg-fin2-achats@douane.finances.gouv.fr.

Les ordres de service comportent, *a minima*, les informations suivantes :

- La référence du marché (numéros Chorus communiqués lors de la notification du marché) ;
- Le nom de l'autorité émettrice de l'ordre de service ;
- Le code de service exécutant (**FAC7540075**) ;
- La désignation des prestations objet de l'ordre de service ;
- La date de démarrage des prestations ;
- Le montant total HT et TTC de la prestation forfaitaire correspondant à l'ordre de service ;
- La ou les adresses de livraison des prestations.

6.5 Délais d'exécution des ordres de service

Les délais contractuels d'exécution des prestations sont précisés aux termes du CCTP du présent marché.

Dans l'hypothèse où le titulaire identifie un évènement, notamment un cas de force majeure, qui est de nature à faire obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel, il peut demander une prolongation du délai d'exécution, dans les conditions de l'article 14.3 du CCAG/MI.

Dans l'hypothèse où le titulaire identifie un évènement qui n'est pas de son fait et fait obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel, il peut demander un sursis de livraison dans les conditions des articles 30.5 et 30.6 du CCAG/MI.

Aucune demande de prolongation ou de sursis du délai de mise à disposition et/ou de livraison ne peut être présentée après l'expiration du délai contractuel de livraison.

6.6 Prolongation du délai d'exécution des prestations

Conformément à l'article 14.3 du CCAG/MI, lorsque le titulaire est dans l'impossibilité de respecter les délais d'exécution, du fait de l'acheteur ou du fait d'un évènement ayant le caractère de force majeure, l'acheteur prolonge le délai d'exécution des prestations. Le délai ainsi prolongé a les mêmes effets que le délai contractuel.

Pour bénéficier de cette prolongation, le titulaire justifie des causes faisant obstacle à l'exécution de tout ou partie des prestations dans le délai contractuel et du lien de causalité entre cette impossibilité et l'évènement perturbateur. La demande de prolongation intervient avant l'expiration du délai contractuel et de la période associée à l'évènement perturbateur.

La prolongation du délai d'exécution peut être à l'initiative de l'acheteur qui en informe le titulaire par écrit, dans les meilleurs délais et par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

Les calendriers opérationnels que les parties peuvent être amenés à échanger en cours d'exécution du marché ne peuvent par eux-mêmes avoir pour effet de modifier les délais contractuels d'exécution. Seule la signature d'un avenant ou l'adoption d'une décision expresse de prolongation dans les conditions de l'article 14.3 du CCAG/MI peuvent le cas échéant, avoir un tel effet.

Une prolongation des délais ou un sursis d'exécution ne peuvent en aucun cas entraîner une augmentation du coût de la prestation.

En cas de retard supérieur à **trois (3) mois**, la personne publique se réserve le droit, en fonction de la nature, de l'origine et de l'ampleur du retard et après mise en demeure, soit de faire exécuter toute ou partie du marché aux frais et risques du titulaire dans les conditions prévues par l'article 15.4 du présent CCAP, soit de procéder à la résiliation du marché pour faute du titulaire et à ses frais et risques, en application de l'article 14 du présent CCAP.

6.7 Clause de réexamen

Par dérogation à l'article 25 du CCAG/MI, des modifications techniques mineures peuvent survenir, sans qu'il soit nécessaire de conclure un avenant dès lors qu'elles n'entraînent ni modifications de prix ni modifications de délais et qu'elles ne modifient pas les conditions d'exécution du présent marché.

Toutefois, ces modifications doivent être préalablement approuvées par les deux parties sous la forme d'un accord écrit. Ces modifications ne doivent aucunement changer l'objet du marché, ou modifier substantiellement les caractéristiques techniques de l'offre du titulaire.

Article 7 - MODALITÉS DE VÉRIFICATION DES PRESTATIONS

7.1 Généralités

Conformément aux dispositions des articles 32 et suivants du CCAG/MI, les prestations, objet du marché, font l'objet de vérifications avant toute admission.

Les opérations de vérification, réalisées par l'administration, sont de nature :

- Quantitative, consistant à vérifier la complétude des prestations réalisées et des livrables remis ;
- Qualitative, consistant à vérifier la conformité en tous points, des prestations réalisées et des livrables remis, aux spécifications techniques mentionnées dans le CCTP et aux engagements pris par le titulaire dans son offre.

7.2 Livraison et vérification des prestations d'étude et conception des vedettes garde-côtes

7.2.1 Livraison des livrables

Les livrables sont remis et présentés à la DGDDI par le Titulaire.

La livraison de l'ensemble des livrables attendus donne lieu à l'émission et à la remise d'un Bon de Livraison (BL) par le Titulaire à l'un des représentants de la DGDDI.

Ce Bon de Livraison doit mentionner :

- La référence de l'accord-cadre et de l'ordre de service ;
- L'identification des livrables concernés ;
- La date de livraison des livrables concernés.

La livraison ne peut être acceptée que si elle est complète au regard de la liste détaillée des livrables attendus aux termes de aux articles 6.2.1.1.e, 6.2.2.1.e, 6.2.3.1.e et 6.2.4.1.e du CCTP.

L'acceptation de la livraison par l'acheteur est matérialisée par la signature matérialisée ou dématérialisée du bon de livraison dans les **cinq (5) jours ouvrés** à compter de la date de livraison figurant sur le BL. Une copie de chaque BL signé est adressée au bureau FIN2 (courriel : dg-fin2-achats@douane.finances.gouv.fr).

L'absence de notification au Titulaire du Bon de livraison signé par la DGDDI dans le délai imparti vaut rejet de la livraison.

Le rejet de la livraison, même implicite, doit être motivé.

Si la date de notification des motifs du rejet de la livraison est postérieure à la date d'expiration du délai imparti à l'acheteur pour signer le Bon de Livraison, le nombre de jours séparant ces deux dates ne sera pas pris en compte pour le calcul des pénalités.

À compter de la date de notification des motifs de rejet de la livraison, le titulaire dispose, sans préjudice de l'application des pénalités, pour remédier aux manquements constatés d'un délai de **cinq (5) jours ouvrés**.

L'acheteur peut, selon la même procédure, rejeter la livraison autant de fois qu'il sera nécessaire.

En outre, au terme de deux rejets de livraison portant sur la même livraison, la Personne publique peut prendre une décision définitive de rejet de la livraison, qui sera notifiée au titulaire.

Dans ce cas, l'acheteur, sans préjudice de l'application des pénalités jusqu'à ladite décision définitive de rejet de la livraison, ne sera pas tenue de verser le prix associé à la livraison et déduira, le cas échéant, le montant des versements effectués à quelque titre que ce soit concernant ladite livraison.

Cette déduction pourra être opérée à tout moment et sur toute somme due à ce dernier. Si cette déduction n'est pas possible, le titulaire devra verser ce montant à la Personne publique, qui pourra émettre un titre exécutoire en cas d'absence de paiement spontané.

7.2.2 Vérification des livrables

Les opérations de vérification des prestations d'étude et de conception des vedettes s'effectuent sur la base des livrables attendus au titre de l'article 6.2.1.1.e du CCTP et remis par le titulaire à l'issue de l'exécution de ces prestations.

Ces opérations de vérification débutent à compter de l'acceptation de la livraison par la DGDDI matérialisée par la signature du bon de livraison par un représentant de l'acheteur.

Le délai imparti à l'administration pour procéder aux opérations de vérification et notifier sa décision au titulaire est de **quinze (15) jours calendaires**. Passé ce délai, la prestation est réputée admise.

A l'issue des opérations de vérification, l'administration établit un Procès-verbal qui mentionne la décision prise, conformément aux dispositions de l'article 7.8 du présent CCAP.

En cas d'ajournement ou de rejet, le titulaire dispose **d'un délai de dix (10) jours ouvrés en cas d'ajournement ou de quinze (15) jours ouvrés en cas de rejet**, à compter de la date de notification de la décision, qui doit être motivée, pour présenter le ou les livrables, entièrement conformes à ses obligations contractuelles, sans préjudice de l'application des pénalités.

La nouvelle livraison, déclenche, à compter de son acceptation dans les conditions définies à l'article 7.2.1 du présent CCAP, une nouvelle période de vérification d'une durée de **quinze (15) jours calendaires** pour les livrables.

La DGDDI peut ajourner ou rejeter le livrable autant de fois qu'il sera nécessaire.

En outre, au terme de deux (2) rejets d'un même livrable, la DGDDI peut prendre une décision de rejet du livrable qui sera notifiée au Titulaire.

Dans ce cas, la DGDDI, sans préjudice de l'application des pénalités jusqu'à ladite décision définitive de rejet, ne sera pas tenu de verser le prix du livrable et déduira le cas échéant ce prix des sommes dues au Titulaire. Cette déduction pourra être opérée à tout moment et sur toute sommes due à ce dernier. Si cette déduction n'est pas possible et si les versements effectués au Titulaire à quelque titre que ce soit couvrent le montant du livrable, le Titulaire devra verser ce montant à la DGDDI, qui pourra émettre un titre exécutoire en cas d'absence de paiement spontané.

En cas de décision définitive de rejet du livrable, la DGDDI disposera également de la faculté de résilier, sans mise en demeure préalable, le marché aux torts et le cas échéant aux frais et risques du Titulaire. Cette résiliation pourra, le cas échéant, être partielle et ne porter que sur la prestation concernée.

7.3 Opérations d'admission provisoire des vedettes à la sortie de chantier avant convoyage vers le port d'attache

Le programme des essais est décrit à l'annexe 1 du CCTP.

Les opérations de vérification des prestations de construction des vedettes s'effectuent sur la base des livrables attendus au titre des articles 6.2.1.2.e, 6.2.2.2.e, 6.2.3.2.e et 6.2.4.2.e du CCTP et remis par le titulaire à l'issue de l'exécution de ces prestations ainsi que sur la base des essais réalisés sur la vedette.

Pour chaque tranche du marché, les opérations d'admission provisoire ne pourront intervenir que si la construction de la vedette est achevée, c'est-à-dire que la totalité des travaux prévus au CCTP a été exécutée et si l'ensemble des essais en cours de construction (définis au II de l'annexe 1 au CCTP) ont été réalisés par le SCH du titulaire et validés. En tout état de cause, plus aucun personnel employé par le titulaire ou ses sous-traitants éventuels ne doit se trouver à bord de la vedette, excepté celui désigné pour la mise en œuvre des essais.

Dès que la vedette est disponible pour vérification, le titulaire en informe l'administration par tout moyen permettant de donner date certaine à sa notification. A compter de cette information, l'administration dispose d'un délai de **deux (2) mois** maximum pour procéder aux opérations d'admission provisoire des vedettes.

Les opérations de vérifications (essais) définies à l'annexe 1 du CCTP sont réalisées en présence du titulaire. Ce dernier est à ce titre en charge d'organiser, planifier et réaliser les opérations nécessaires aux vérifications

L'ensemble des frais inhérents au déplacement des personnels de l'administration sur le chantier du titulaire sont à la charge de l'administration.

L'ensemble des opérations de vérification sont opérées dans les conditions de l'article III de l'annexe 1 au CCTP et doivent permettre à l'administration, en présence du titulaire, de contrôler le bon fonctionnement du moyen et le respect de l'ensemble des exigences définies au CCTP et dans l'offre du titulaire.

Pour chaque vedette, lorsque l'ensemble des essais (à quai et en mer) auront été réalisés un Procès-Verbal est établi par la Personne publique qui mentionne au vu des résultats des tests :

- soit l'admission provisoire du moyen permettant son convoyage vers son port d'attache ;
- soit l'admission provisoire du moyen avec réfaction permettant son convoyage vers son port d'attache ;
- soit l'ajournement ;
- soit le rejet.

Ce procès-verbal précisera les vérifications opérées et les résultats constatés lors des essais.

En cas d'ajournement ou de rejet à l'issue des opérations d'admission provisoire des vedettes, le titulaire, après intervention sur la vedette, notifie à l'administration dans les plus brefs délais, la nouvelle date à partir de laquelle la vedette est disponible en vue d'une nouvelle vérification dans

les conditions définies au présent article 7.3. En tout état de cause, cette nouvelle date ne peut être postérieure de plus de **quatre (4) semaines** à la notification de la décision d'ajournement ou de rejet, sans préjudice de l'application des pénalités.

En cas d'admission provisoire de la vedette, le titulaire est tenu de la livrer dans les conditions définies aux articles 6.2.1.3.c, 6.2.2.3.c, 6.2.3.3.c et 6.2.4.3.c du CCTP.

La DGDDI peut ajourner ou rejeter le livrable autant de fois qu'il sera nécessaire.

En outre, au terme de deux (2) rejets d'un même livrable, la DGDDI peut prendre une décision de rejet du livrable qui sera notifiée au Titulaire.

Dans ce cas, la DGDDI, sans préjudice de l'application des pénalités jusqu'à ladite décision définitive de rejet, ne sera pas tenu de verser le prix du livrable et déduira le cas échéant ce prix des sommes dues au Titulaire. Cette déduction pourra être opérée à tout moment et sur toute somme due à ce dernier. Si cette déduction n'est pas possible et si les versements effectués au Titulaire à quelque titre que ce soit couvrent le montant du livrable, le Titulaire devra verser ce montant à la DGDDI, qui pourra émettre un titre exécutoire en cas d'absence de paiement spontané.

En cas de décision définitive de rejet du livrable, la DGDDI disposera également de la faculté de résilier, sans mise en demeure préalable, le marché aux torts et le cas échéant aux frais et risques du Titulaire. Cette résiliation pourra, le cas échéant, être partielle et ne porter que sur la prestation concernée.

7.4 Opérations d'admission définitive des vedettes

Le titulaire assure, sous sa responsabilité, le transport et la livraison des vedettes avec ses équipements, sur le port d'attache défini par l'administration.

Le titulaire met en œuvre tous les moyens matériels et humains nécessaires aux opérations indispensables à la livraison en bonne et due forme de la vedette.

Le titulaire doit s'assurer que les vedettes sont livrées dans des conditions garantissant leur intégrité et, accompagnées de l'ensemble des livrables attendus au titre des articles 6.2.1.3.e, 6.2.2.3.e, 6.2.3.3.e et 6.2.4.3.e du CCTP.

Les risques afférents au transport et à la livraison des vedettes au port d'attache incombent au titulaire. Ce dernier devra, en conséquence, prendre toutes les garanties et assurances nécessaires à la sécurisation des livraisons.

Les frais de carburant, lubrifiants et autres produits ou ingrédients nécessaires à ces essais sont à la charge du constructeur.

Les essais sont effectués sous la responsabilité totale du titulaire, y compris en ce qui concerne les éventuels incidents ou accidents de navigation. En conséquence, le titulaire fera assurer la conduite du navire par le personnel de son choix.

En application de l'article 30.2 du CCAG/MI, un bon de livraison (BL) doit obligatoirement être remis à l'administration après livraison de la vedette à son port d'attache.

Ce bon de livraison fait apparaître les mentions suivantes :

- Référence du marché et de l'ordre de service ;
- Identification du titulaire ;
- Adresse de livraison ;
- Date d'expédition ;
- Date de livraison ;
- Identification de ce qui est livré.

La livraison ne peut être acceptée que si :

- Elle est complète au regard de la liste détaillée des livrables attendus (cf. articles 6.2.1.3.e, 6.2.2.3.e, 6.2.3.3.e et 6.2.4.3.e du CCTP) ;
- Elle respecte les contraintes propres aux conditions de livraison de ces vedettes.

L'acceptation de la livraison par l'administration est matérialisée par la **signature matérialisée ou dématérialisée** du bon de livraison dans les **cinq (5) jours ouvrés** au plus tard à compter de la date de livraison figurant sur le BL. Une copie de chaque BL signé est adressée au Bureau FIN2 à l'adresse courriel suivante : dg-fin2-achats@douane.finances.gouv.fr .

L'absence de signature du bon de livraison par l'administration dans le délai imparti vaut rejet de la livraison. Ce rejet, même implicite, doit être motivé.

A compter de la date de notification des motifs de rejet de la livraison, le titulaire dispose, sans préjudice de l'application de pénalités, d'un délai de **quinze (15) jours calendaires** pour remédier aux manquements constatés.

L'acheteur peut, selon la même procédure, rejeter la livraison autant de fois qu'il sera nécessaire.

En outre, au terme de deux rejets de livraison portant sur la même livraison, l'administration peut prendre une décision définitive de rejet de livraison, qui sera notifiée au titulaire.

Dans ce cas, l'acheteur, sans préjudice de l'application de pénalités jusqu'à ladite décision définitive de rejet de la livraison, ne sera pas tenue de verser le prix associé à la prestation de livraison et déduira, le cas échéant, le montant des versements effectués à quelque titre que ce soit concernant ladite livraison.

Cette déduction pourra être opérée à tout moment et sur toute somme due à ce dernier. Si cette déduction n'est pas possible, le titulaire devra verser ce montant à l'administration qui pourra émettre un titre exécutoire en cas d'absence de paiement spontané.

Les opérations de vérification des prestations de livraison des vedettes s'achèvent par les opérations d'admission définitive de la vedette.

Suite à la livraison de la vedette à son port d'attache et de l'ensemble des livrables attendus et à compter de l'acceptation de la livraison par l'administration matérialisée par la signature du Bon de livraison par un représentant de l'acheteur, celle-ci dispose d'un délai de **trente (30) jours calendaires** pour procéder aux opérations d'admission définitive.

L'administration se réserve la possibilité d'opérer au port d'attache tous les contrôles qu'elle juge utile , y compris l'ensemble des contrôles opérés lors de l'admission provisoire du moyen afin de se garantir de tout dysfonctionnement consécutif au transfert maritime.

L'organisation et la planification des opérations nécessaires aux vérifications des essais sont à la charge de l'administration. Les opérations nécessaires aux vérifications des essais sont de la compétence du titulaire et sont réalisées en présence de représentants de l'acheteur.

Un planning détaillé des essais est fourni par l'administration dans un délai de 5 jours ouvré à compter de la remise du bon de livraison.

A l'issue de ces essais, un Procès-Verbal est établi par la Personne publique qui mentionne au vu des résultats des tests :

- soit l'admission définitive ;
- soit l'admission définitive avec refaction ;
- soit l'ajournement ;
- soit le rejet.

En cas d'ajournement ou de rejet à l'issue des opérations d'admission définitive des vedettes, le titulaire, après intervention sur la vedette, notifie à l'administration dans les plus brefs délais, la nouvelle date à partir de laquelle la vedette est disponible en vue d'une nouvelle vérification dans les conditions définies au présent article 7.4. En tout état de cause, cette nouvelle date ne peut être postérieure de plus de **quatre (4) semaines** à la notification de la décision d'ajournement ou de rejet, sans préjudice de l'application des pénalités.

La DGDDI peut ajourner ou rejeter le livrable autant de fois qu'il sera nécessaire.

En outre, au terme de deux (2) rejets d'un même livrable, la DGDDI peut prendre une décision de rejet du livrable qui sera notifiée au Titulaire.

Dans ce cas, la DGDDI, sans préjudice de l'application des pénalités jusqu'à ladite décision définitive de rejet, ne sera pas tenu de verser le prix du livrable et déduira le cas échéant ce prix des sommes dues au Titulaire. Cette déduction pourra être opérée à tout moment et sur toute sommes due à ce dernier. Si cette déduction n'est pas possible et si les versements effectués au Titulaire à quelque titre que ce soit couvrent le montant du livrable, le Titulaire devra verser ce montant à la DGDDI, qui pourra émettre un titre exécutoire en cas d'absence de paiement spontané.

En cas de décision définitive de rejet du livrable, la DGDDI disposera également de la faculté de résilier, sans mise en demeure préalable, le marché aux torts et le cas échéant aux frais et risques du Titulaire. Cette résiliation pourra, le cas échéant, être partielle et ne porter que sur la prestation concernée.

L'ensemble des dépenses occasionnées pour le bon déroulement des essais ainsi que pour les opérations d'admission définitive des vedettes seront à la charge du titulaire.

7.5 Transfert de propriété

Conformément à l'article 35 du CCAG/MI, la propriété de chaque vedette et des fournitures objets de chaque tranche du présent marché est transférée à la DGDDI dès notification au titulaire du procès-verbal d'admission des opérations d'admission définitive.

7.6 Prestation de formation des équipages

Les attendus de cette prestation sont indiqués à aux articles 6.2.1.4 6.2.2.4 6.2.3.4 et 6.2.4.4 du CCTP.

Toute prestation de formation est soumise à vérification et admission.

Ainsi, à l'issue de toute prestation de formation dispensée, le titulaire rédige une attestation de formation.

Cette attestation doit contenir les éléments suivants :

- l'intitulé exact de la formation ;
- le nom des agents de l'administration ayant suivi la formation ;
- la date et la durée de la session de formation ;
- le numéro du marché (EJ long et court) et de l'ordre de service.

Cette attestation doit être émarginée par le titulaire et par l'ensemble des participants à la session de formation lorsque celle-ci a eu lieu en présentiel.

Le titulaire transmet cette attestation par mail au représentant du service des douanes bénéficiaire de la formation dans un délai de **cinq (5) jours ouvrés maximum** à l'issue de la formation.

A réception de cette attestation, le représentant des douanes, y appose sa signature, au plus tard dans les **cinq (5) jours ouvrés** suivant sa réception pour valoir admission de la prestation.

Dans ce même délai, il en avise le titulaire par mail ou tout autre moyen permettant de s'assurer qu'il a eu bonne réception de cette décision d'admission.

L'absence de notification au titulaire de cette admission dans ce délai de **cinq (5) jours ouvrés** vaut admission tacite de la prestation.

7.7 Prestations de fourniture de maquettes

Les opérations de vérification des prestations de fourniture de maquettes de vedettes s'effectuent sur la base des livrables attendus au titre au CCTP et remis par le titulaire à l'issue de l'exécution de ces prestations.

Ces opérations de vérification débutent à compter de la remise de la dernière maquette par le titulaire, par tout moyen permettant d'attester de manière certaine de la date de réception auprès de l'administration.

Le délai imparti à l'administration pour procéder aux opérations de vérification et notifier sa décision au titulaire est de **quinze (15) jours calendaires**. Passé ce délai, la prestation est réputée admise.

A l'issue des opérations de vérification, l'administration établit un Procès-verbal qui mentionne la décision prise, conformément aux dispositions de l'article 7.8 du présent CCAP.

7.8 Décisions suite aux opérations de vérification

7.8.1 Admission

L'acheteur prononce l'admission des prestations ou des fournitures, sous réserve des vices cachés, si elles répondent aux stipulations du marché.

7.8.2 Ajournement

L'acheteur, lorsqu'il estime que des prestations ne peuvent être admises que moyennant certaines mises au point, peut décider d'ajourner leur admission par une décision motivée.

Le titulaire doit faire connaître son acceptation dans un délai de **dix (10) jours calendaires**, à compter de la notification de la décision d'ajournement.

En cas de refus du titulaire ou de silence gardé par lui durant ce délai, l'acheteur a le choix d'admettre les prestations avec réfaction ou de les rejeter dans un délai de **quinze (15) jours calendaires**, courant à compter de la notification du refus du titulaire ou de l'expiration du délai de **dix (10) jours calendaires**.

Le silence gardé par l'acheteur au-delà de ce délai de **quinze (15) jours calendaires** vaut décision de rejet des prestations.

7.8.3 Réfaction

L'acheteur, lorsqu'il estime que des prestations, sans être entièrement conformes aux stipulations contractuelles, peuvent néanmoins être admises en l'état, peut les admettre avec réfaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées.

La décision de réfaction est motivée par l'acheteur et ne peut être notifiée au titulaire qu'après qu'il ait été mis à même de présenter des observations.

Par ailleurs, et quelle que soit la nature des prestations, lorsque la personne publique envisage de prononcer l'admission de la prestation avec réfaction, le délai de vérification imparti à l'acheteur se trouve suspendu à compter de la demande faite au titulaire de présenter ses observations et ne recommence à courir qu'à compter soit de la notification des observations produites par le titulaire soit à l'expiration du délai qui lui a été laissé à cet effet.

Si lors des opérations d'admission provisoire ou définitive des vedettes, les spécifications techniques minimales relatives à la vitesse ou à l'autonomie de la vedette ne sont pas respectées par le titulaire, ce dernier encourt l'application d'une réfaction calculée comme suit :

7.8.3.1 Réfaction relative à la vitesse contractuelle des vedettes

Si au cours des opérations d'admission provisoire ou définitive, la vitesse maximale définie à l'article 7.5.1.1 du CCTP n'est pas atteinte, le titulaire encourt une décision de rejet.

Toutefois si le titulaire s'est engagé dans son offre sur une vitesse maximale supérieure à celle définie à l'article 7.5.1.1 du CCTP et qu'au cours des essais, cette vitesse maximale n'est pas atteinte (tout en respectant la vitesse maximale définie à l'article 7.5.1.1 du CCTP), le titulaire encourt une réfaction

calculée comme suit :

- En cas de vitesse au déplacement en charge complète inférieure de moins de 5% à celle sur laquelle le titulaire s'est engagé dans son offre : **60 000 euros** ;
- En cas de vitesse au déplacement en charge complète inférieure de plus de 5% à celle sur laquelle le titulaire s'est engagé dans son offre : **100 000 euros**.

7.8.3.2 Réfaction relative à l'autonomie des vedettes en carburant

Si au cours des opérations d'admission provisoire ou définitive, l'autonomie maximale en carburant définie à l'article 7.5.2.1 du CCTP n'est pas atteinte, le titulaire encourt une décision de rejet.

Toutefois si le titulaire s'est engagé dans son offre sur une autonomie maximale supérieure à celle définie à l'article 7.5.2.1 du CCTP et qu'au cours des essais, cette vitesse maximale n'est pas atteinte (tout en respectant l'autonomie maximale définie à l'article 7.5.2.1 du CCTP), le titulaire encourt une réfaction calculée comme suit :

- En cas d'autonomie inférieure de moins de 5% à celle sur laquelle le titulaire s'est engagé dans son offre : **50 000 euros** ;
- En cas d'autonomie inférieure de plus 5% à celle sur laquelle le titulaire s'est engagé dans son offre : **100 000 euros**.

7.8.4 Rejet

Lorsque l'acheteur estime que les prestations ne peuvent être admises, il en prononce le rejet.

Le rejet peut être partiel ou total.

La décision de rejet est motivée par l'acheteur. Elle ne peut être notifiée au titulaire qu'après qu'il ait été mis à même de présenter des observations.

Par ailleurs et quelle que soit la nature des prestations, lorsque la personne publique envisage de prononcer l'admission avec réfaction des prestations, le délai de vérification imparti à l'acheteur se trouve suspendu à compter de la demande faite au titulaire de présenter ses observations et ne recommence à courir qu'à compter soit de la notification des observations produites par le titulaire soit à l'expiration du délai qui lui a été laissé à cet effet.

En cas de rejet d'une prestation, le titulaire est tenu d'exécuter à nouveau la prestation prévue par le marché dans les conditions définies aux articles 7.1 à 7.4 du présent CCAP. En outre, en complément des stipulations de l'article 34 du CCAG/MI, au terme de deux rejets concernant la même livraison ou la même prestation, l'acheteur peut prendre une décision définitive de rejet qui sera notifiée au titulaire.

Dans ce cas, l'acheteur, sans préjudice de l'application des pénalités jusqu'à ladite décision définitive de rejet, ne sera pas tenu de verser le prix des prestations et déduira le cas échéant le cas échéant ce prix des sommes dues au titulaire. Cette déduction pourra être opérée à tout moment et sur toute somme due à ce dernier. Si cette déduction n'est pas possible et si les versements effectués au titulaire à quelque titre que ce soit ouvrent le montant de la prestation, le titulaire devra verser ce montant à l'acheteur, qui pourra émettre un titre exécutoire en cas d'absence de paiement spontané.

En cas de décision définitive de rejet, l'acheteur disposera également de la faculté de résilier, sans mise en demeure préalable, le marché aux torts et le cas échéant aux frais et risques du titulaire. Ce dernier ne pourra alors prétendre à aucune indemnisation.

Article 8 - GARANTIE

8.1 Champ d'application de la garantie

Au titre du présent marché, la garantie couvre les défauts, dysfonctionnements et anomalies ceux apparaissant durant la période de garantie des matériels concernés acquis.

Par dérogation à l'article 36.1 du CCAG/MI, concernant le seul délai de garantie :

- la garantie des équipements qui permettent la propulsion, les inverseurs-réducteurs, l'alimentation électrique, le système de commande de la propulsion et les peintures des œuvres mortes (dont superstructures) est de **trente-six (36) mois** minimum à compter de la notification d'admission de la prestation de livraison de la vedette ;
- la garantie des autres éléments et matériels composant chaque navire est de **vingt-quatre (24) mois** minimum à compter de la notification de la décision d'admission définitive de chaque vedette.

L'obligation de garantie couvre le démontage, le remplacement et le remontage des parties de la vedette qui seraient reconnues défectueuses à l'usage/examen ou expertise contradictoire.

Conformément à l'article 36.3 du CCAG/MI, cette obligation comprend l'ensemble des frais financiers liés à la remise en état des matériels : conditionnement, emballage, transport, déplacement de techniciens, retour des pièces ...

Conformément à l'article 36.7 du CCAG/MI, le titulaire est exonéré de son obligation de garantie en cas de détérioration directement imputable à une faute de l'acheteur dans l'utilisation, l'entretien ou le stockage de la vedette et des équipements ainsi qu'en cas d'avaries provoquées par « fortune de mer ».

Dans l'hypothèse où l'offre technique du titulaire prévoit une durée de garantie plus longue et/ou un champ d'application de la garantie plus large, celle-ci prévaut sur les exigences minimales posées par le présent CCAP et le CCTP.

Par ailleurs, la garantie pour vices cachés, définie aux articles 1641 et suivants du Code civil, s'applique au présent marché. En ce sens, le titulaire est garant des produits livrés dans le cadre du marché.

8.2 Visite de fin de garantie pour l'ensemble de la vedette et ses équipements

A l'issue de chaque période de garantie contractuelle telle que définie à l'article 8.1 du présent CCAP, une visite de fin de garantie pour le périmètre de garantie considéré et de ses équipements sera effectuée, à la charge du titulaire du marché.

Les frais relatifs à la visite de fin de chaque garantie et la fourniture d'un rapport associée sont inclus dans le marché y compris le déplacement des personnels du chantier dans un port métropolitain. Cette visite s'effectue avec mise au sec du navire à la charge du chantier.

Elle consiste en la vérification de l'état du navire, des éventuels défauts constatés, de l'évolution des appareils. Un essai à flot complète cette visite. La découverte de dysfonctionnements ou de défauts durant cette visite donnent lieu à l'émission d'une demande d'intervention valant ordre de service

au titre de la garantie et entraîne une extension de garantie sous réserve des dispositions de l'article 36.6 du CCAG-MI. Un rapport fait la synthèse des observations et remarques formulées et, le cas échéant, définit les modalités des suites à donner.

Lors de ce passage à sec lié à chaque fin de garantie, un lavage complet du navire ainsi que des reprises peinture et une couche générale des œuvres vives sont prévus.

Durant la phase de garantie, le titulaire fournit à l'administration l'ensemble des rapports des interventions réalisées au titre de la garantie.

A l'issue de chaque période de garantie et sous réserve de levée de l'ensemble des demandes d'intervention, le titulaire fournit à l'administration sous **quinze (15) jours** :

- **Le PV de fin de garantie ;**
- **Un récapitulatif général de tous les éléments ayant fait l'objet d'une demande d'intervention valant ordre de service au titre de la garantie de la part de l'administration.**

8.3 Modalités d'intervention

Les demandes d'intervention valant ordre de service au titre de la garantie doivent être portées à la connaissance du titulaire dans les plus brefs délais à compter du constat de l'incident, par tout moyen permettant de donner date certaine à leur réception.

A compter de la réception de la demande d'intervention et dans un délai maximal de **quarante-huit (48) heures**, le titulaire doit programmer sans délai et sans frais, les travaux découlant de l'obligation de garantie et informer l'administration du calendrier précis et des modalités de son intervention.

A l'issue de ces **quarante-huit (48) heures** et compte tenu du plan d'action transmis par le titulaire, ce dernier dispose d'un délai de **quatre (4) semaines** maximum pour effectuer toute mise au point ou toute réparation demandée.

Tout retard dans la mise en œuvre des travaux doit être justifié et être porté à la connaissance de l'administration dans les plus brefs délais. Dans le cas contraire ou si le motif invoqué par le titulaire n'est pas accepté par l'administration, des pénalités de retard seront appliquées à compter de l'expiration du délai de quatre semaines et ce, jusqu'à la résolution complète du désordre constaté. Le solde de l'appel en garantie est formalisé par la production d'un document attestant de la bonne réalisation des travaux.

Lorsque le titulaire du marché ne s'est pas acquitté de son obligation contractuelle au terme de deux demandes d'intervention au titre de la garantie non satisfaites et ayant le même objet, la résiliation pour faute du titulaire ou l'exécution aux frais et risques du titulaire pourra être prononcée dans les conditions des articles 14 et 15.4 du présent CCAP.

Article 9 - OBLIGATIONS DU TITULAIRE

9.1 Obligation générale du titulaire

Le titulaire est soumis à une obligation de résultat pour l'ensemble des prestations visées au présent marché.

Cette obligation de résultat s'entend notamment, du respect des délais et du niveau de qualité attendus.

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations, conformément aux spécifications du CCTP.

L'ensemble des prestations du présent marché doivent être exécutées dans le strict respect des délais, des prix et des niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le marché. Cette disposition vaut pour les normes en vigueur au jour de la passation du marché mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution du marché.

9.2 Obligation de conseil, d'information et d'alerte

Le titulaire du marché a une obligation permanente de conseil, d'information et d'alerte de l'acheteur dans le cadre de l'exécution du présent marché.

Il s'engage à informer **sans délai** l'acheteur ou son représentant de tout évènement ou de toute difficulté de nature à compromettre la qualité, le suivi ou la garantie des prestations objets du présent marché, tels qu'ils ont été définis dans les pièces contractuelles.

Ce devoir de conseil est formel et fondé sur la production d'un rapport décrivant les risques et menaces et proposant des actions pour les réduire.

A ce titre, le titulaire devra notamment :

- Conseiller la personne publique (en particulier lorsque seront soumis à son arbitrage des choix techniques, fonctionnels ou opérationnels) ;
- Conseiller, avec une contrainte d'efficience, la personne publique dans l'analyse, l'anticipation et l'évolution de ses besoins ;
- Anticiper les risques, et quelle que soit la nature du risque, proposer des solutions préventives ;
- Vérifier la teneur de tous les documents, informations, renseignements et éléments qui lui sont communiqués pour l'accomplissement de chaque prestation, et indiquer toutes les incohérences et erreurs décelées qui ont une incidence sur l'exécution des prestations.

Par ailleurs, si le titulaire entend invoquer un manquement de l'acheteur à ses obligations contractuelles, il doit le faire en visant expressément le présent article et dans le délai de **huit (8) jours ouvrés** suivant la survenance du manquement invoqué, par tout moyen.

A défaut, il sera forclo et ne pourra plus se prévaloir du manquement de l'acheteur pour échapper à ses propres obligations contractuelles de quelque nature qu'elles soient, ni engager la responsabilité contractuelle de ce dernier.

9.3 Obligations de confidentialité et de sécurité

9.3.1 Confidentialité

Conformément aux dispositions de l'article 5 du CCAG/MI, le titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il aura eu accès lors de l'exécution du marché, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel. Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse de l'acheteur, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors du marché ou à l'issue de son exécution.

A ce titre, le titulaire s'engage tout particulièrement à :

- Ne pas utiliser les documents et fichiers informatiques à des fins autres que celles spécifiées au présent marché ;
- Ne prendre aucune copie des documents et fichiers informatiques qui lui sont confiés ou auxquels il a accès durant l'exécution du présent marché ;
- Ne pas communiquer les documents, les fichiers informatiques ou données qui lui sont confiés ou qui sont réalisés dans le cadre de l'exécution du présent marché à d'autres personnes morales ou non, privées ou publiques, que celles qui ont qualité pour en connaître, à savoir l'acheteur ainsi que le personnel chargé par le titulaire d'exécuter les prestations ;
- Prendre toutes mesures de sécurité matérielle, physique et informatique permettant de conserver les documents, fichiers informatiques ou données qui lui sont confiés ou qui sont utilisés dans le cadre de l'exécution du présent marché et d'éviter toute déformation, endommagement et toute utilisation détournée ou frauduleuse de ceux-ci ;
- Ne pas accéder aux informations stockées dans les fichiers du pouvoir adjudicateur, hors de son périmètre d'intervention sans son accord express et à porter à sa connaissance les cas où, au cours de ses interventions, il aurait accédé fortuitement à ces informations ;
- Ne conserver aucune copie des documents et des fichiers informatiques à l'issue du marché et produire l'attestation de la destruction de ces données, dûment signée par une personne habilitée à représenter le titulaire ;
- Prendre toutes mesures pour assurer la confidentialité des données lors des opérations d'installation, de retrait ou de transfert du matériel informatique utilisé dans le cadre du marché.

Le titulaire, l'ensemble de son personnel et le cas échéant, ses sous-traitants et fournisseurs, sont tenus au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les méthodes, les procédures, les performances des équipements, les résultats des travaux qu'il a exécutés, dirigés ou contrôlés ainsi que toutes les documentations et informations internes à la DGDDI dont ils ont eu connaissance durant l'exécution du marché.

9.3.2 Mesures de sécurité

Le titulaire est informé que toute personne relevant de lui ou de ses sous-traitants intervenant dans le cadre de l'exécution du présent marché peut être soumise à des mesures de sécurité, qu'il s'agisse d'accès physiques à des locaux ou d'accès logiques à des informations. Le titulaire accepte de se conformer aux mesures de sécurité applicables sans élever aucune réclamation ou demande de rémunération complémentaire pour ce motif.

Le titulaire et ses éventuels sous-traitants respectent notamment les exigences de sécurité définies dans le CCTP.

9.3.3 Traitement de données à caractère personnel

En cas de traitement de données à caractère personnel, le titulaire est tenu au respect de la réglementation en vigueur applicable au traitement des données à caractère personnel, et en particulier, le règlement général sur la protection des données (règlement UE – 2016/679 du Parlement Européen et du Conseil du 27 avril 2016). Il apporte à l'acheteur des garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du règlement européen et garantisse la protection des droits et des personnes concernées.

Lorsque le titulaire fait appel à un sous-traitant pour mener des activités de traitement spécifique, il informe préalablement et par écrit de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres sous-traitants. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant et les dates du contrat de sous-traitance.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou tout autre document équivalent (téléchargeable sur <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulairedeclaration-du-candidat>).

Il appartient au titulaire de s'assurer que le sous-traitant présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences de la législation et de la réglementation en vigueur sur la protection des données. Le titulaire demeure pleinement responsable devant l'acheteur de l'exécution par le sous-traitant de ses obligations.

9.4 Responsabilité

La responsabilité extracontractuelle de la Personne publique et du Titulaire peut être le cas échéant engagée dans les conditions fixées par le droit français, à raison des dommages causés par le personnel ou le matériel de la Personne publique ou du Titulaire.

Sauf pour les hypothèses relevant de la force majeure ou pour des manquements dont l'origine serait imputable à une défaillance de la Personne publique, le Titulaire est responsable de tout manquement à ses obligations contractuelles et de tout dommage causé par lui à la Personne publique lors de l'exécution du présent marché. Il lui en doit réparation, nonobstant l'éventuelle application de pénalités, non forfaitaire, pour tous les préjudices qu'elle supporte.

Article 10 - PÉNALITÉS ET SANCTIONS

10.1 Généralités

Tout manquement du titulaire à ses obligations contractuelles peut donner lieu à l'application de pénalités, dans les conditions prévues par le présent article.

Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable.

Avant émission de tout titre exécutoire ou déduction sur le montant des factures émises par le titulaire, les décomptes de pénalité sont notifiés de façon expresse au titulaire et précisent les modalités de calcul des pénalités.

Le montant des pénalités ainsi établi peut venir en déduction des paiements à effectuer au titre de toute facture ou donner lieu à l'émission par la personne publique d'un titre exécutoire, notamment en cas d'insuffisance des sommes dues au titulaire.

A réception de ce décompte ou de toute décision de la personne publique induisant le principe de l'application de pénalités, le titulaire dispose d'un délai de **quinze (15) jours calendaires** pour présenter ses observations par un mémoire en réclamation.

Passé ce délai, il est réputé avoir accepté les pénalités mentionnées par le décompte ou la décision précités. Si la personne publique décide d'appliquer des pénalités sans tenir compte de la contestation du titulaire, ce dernier est dispensé, pour le règlement de ce différend, du respect de l'article 49 du CCAG/MI.

Les pénalités sont cumulatives. Au sein d'une même prestation ou fourniture, des pénalités de typologie différente peuvent le cas échéant être appliquées. En outre, au sein d'un même ordre de service, si le retard dans la réalisation d'une prestation entraîne un retard pour l'exécution d'autres prestations, les pénalités s'appliqueront à chaque prestation concernée.

Elles commencent à courir le lendemain du jour où le délai contractuel est expiré.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire s'agissant de l'exécution des prestations.

Le titulaire reste intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de ses obligations, du fait du paiement d'une quelconque pénalité.

Par dérogation à l'article 15.3 du CCAG/MI, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités inférieures à mille (1000) euros.

L'application de pénalité(s) est effectuée sans préjudice de la faculté de l'acheteur d'engager la responsabilité du titulaire et de prononcer la résiliation du contrat, notamment aux frais et risques du titulaire dans les conditions prévues à l'article 14 ci-après.

En cas de résiliation du marché pour faute du titulaire dans les conditions fixées à l'article 14 du présent CCAP et à l'article 41 du CCAG/MI, les pénalités peuvent être appliquées jusqu'à la veille incluse du jour de la date d'effet de la résiliation.

10.2 Pénalités de retard

10.2.1 Pénalités pour retard en phase d'Etude/conception d'une VGC

En cas de retard durant la phase d'Etude/conception d'une vedette garde-côtes eu égard aux délais fixés aux articles 6.2.1.1.d, 6.2.2.1.d, 6.2.3.1.d et 6.2.4.1.d du CCTP, le titulaire encourt l'application d'une pénalité calculée par application de la formule suivante :

$$P = (V \times R) / 2\,000$$

dans laquelle :

P = le montant de la pénalité en euros ;

V = la valeur HT de la prestation d'Etude/conception d'une VGC définie dans la DPGF ;

R = le nombre de jours calendaires de retard.

10.2.2 Pénalités pour retard de construction d'une VGC

En cas de retard dans la construction d'une vedette garde-côtes eu égard aux délais fixés aux articles 6.2.1.2.d, 6.2.2.2.d, 6.2.3.2.d et 6.2.4.2.d du CCTP, le titulaire encourt l'application d'une pénalité calculée par application de la formule suivante :

$$P = (V \times R) / 3\,000$$

dans laquelle :

P = le montant de la pénalité en euros ;

V = la valeur HT de la prestation de Construction d'une VGC définie dans la DPGF ;

R = le nombre de jours calendaires de retard.

10.2.3 Pénalités pour retard de livraison d'une VGC

En cas de retard dans la livraison d'une vedette garde-côtes eu égard aux délais fixés aux articles 6.2.1.3.d, 6.2.2.3.d, 6.2.3.3.d et 6.2.4.3.d du CCTP, le titulaire encourt l'application d'une pénalité calculée par application de la formule suivante :

$$P = (V \times R) / 1\,500$$

dans laquelle :

P = le montant de la pénalité en euros ;

V = la valeur HT de la prestation de Livraison d'une VGC définie dans la DPGF ;

R = le nombre de jours calendaires de retard.

10.2.4 Pénalités de retard relatif à la fourniture de livrable

En cas de retard dans la fourniture d'un livrable autre que ceux attendus au titre des prestations d'Etude/conception, de construction, de livraison et de formation, le titulaire encourt l'application d'une pénalité forfaitaire de **cent cinquante (150) euros** par jour calendaire de retard.

10.2.5 Pénalités de retard relatif aux interventions en garantie

En cas de non-respect des délais d'interventions en garantie prévus à l'article 8 du présent CCAP, le titulaire encourt l'application d'une pénalité de **cinq cents (500) euros par jour calendaire de retard**.

10.2.6 Pénalités de retard relatif aux prestations de formation

En cas de retard dans la réalisation des prestations de formation, le titulaire encourt l'application d'une pénalité de **deux cents (200) euros par jour calendaire de retard** au-delà des délais fixés aux articles 6.2.1.4 e, 6.2.2.4 e, aux 6.2.3.4 e et aux 6.2.4.4 e.

10.3 Pénalités applicables en cas de non-respect de toute autre obligation du présent marché

L'acheteur se réserve le droit de mettre le titulaire en demeure de se conformer à l'une quelconque de ses autres obligations contractuelles, dans un délai déterminé.

En cas de non-respect de cette mise en demeure, le titulaire encourt une pénalité de **huit cents (800) euros** par jour calendaire de retard.

10.4 Plafonnement des pénalités

Par dérogation à l'article 15.2 du CCAG/MI, le montant des pénalités applicables, toutes pénalités confondues, est plafonné à **15%** du montant cumulé hors taxes de la Tranche Ferme Forfaitaire et du montant total hors taxes des Tranches Optionnelles (sous réserve de leur affermissement), à compter de la notification du présent marché. En cas d'atteinte de ce plafond l'acheteur pourra résilier pour faute sans mise en demeure, voire aux frais et risques du titulaire, dans les conditions de l'article 14 du présent CCAP.

Article 11 - REGIME FINANCIER

11.1 Forme et contenu des prix

Les prix sont établis en euros et sont ceux repris dans l'annexe financière (Décomposition du Prix Global et Forfaitaire) du marché.

Les prestations de la Tranche Ferme Forfaitaire (TFF) et celles des Tranches Optionnelles (TO) sont traitées à prix global et forfaitaire.

L'ensemble des frais de transport et livraison depuis le lieu de fabrication du navire, les permis et certificats obtenus ainsi que les formations sont également inclus dans le prix de chaque vedette.

En application des dispositions de l'article 11.1.3 du CCAG/MI, les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Les prix du marché comprennent également tous les frais et dépenses nécessaires à son pilotage, à son exécution et, plus généralement, au respect de l'ensemble des obligations souscrites par le titulaire.

Dans le cas où des prestations liées au présent marché impliqueraient des frais de déplacement (transport de l'intervenant et de son matériel, hébergement et repas), ces frais sont réputés inclus dans le prix des prestations indiqué à l'annexe financière du marché.

En application des dispositions de l'article 11.2.4 du CCAG/MI, les prix sont réputés établis aux conditions économiques du mois de la remise des offres.

Les prix de la tranche ferme et des tranches optionnelles sont fermes et actualisables dans les conditions fixées à l'article 11.2 du présent CCAP.

11.2 Actualisation des prix

Conformément à l'article R. 2112-10 du Code de la commande publique, si un délai supérieur à **trois (3) mois** s'écoule entre la date à laquelle le titulaire a fixé son prix dans son offre et la date de commencement d'exécution fixée au terme de l'ordre de service des prestations de la tranche ferme ou d'une tranche optionnelle alors le prix de cette tranche sera actualisé.

Il appartient au titulaire du marché de solliciter la mise en œuvre de la clause d'actualisation des prix.

Le titulaire doit faire parvenir sa demande, accompagnée des nouveaux prix et d'une note détaillée du calcul de l'évolution des prix, par lettre recommandée avec avis de réception, ou par tout autre moyen permettant de donner date certaine à la réception, **au plus tard trois (3) mois** après la date de démarrage des prestations fixée aux termes de l'ordre de service de la tranche ferme ou optionnelle considérée, sous peine de forclusion de sa demande.

La demande d'actualisation des prix fait l'objet d'une acceptation ou d'un refus de la part de l'administration.

En cas d'acceptation de la demande d'actualisation des prix par l'administration, les nouveaux prix sont applicables à compter de la date de notification de la décision d'acceptation.

En cas de silence de l'administration dans les **trente (30) jours calendaires** suivant la formulation de la demande d'actualisation, la nouvelle grille des prix est réputée acceptée.

En cas de rejet de la demande d'actualisation des prix par l'administration, les prix précédemment appliqués sont tacitement reconduits.

Les prix sont actualisés par application de la formule suivante :

$$P_A = P_0 \times [0,2 + 0,3 (NB_1/NB_0) + 0,1 (M_1/M_0) + 0,2 (ICHT-IME_1/ICHT-IME_0) + 0,2 (MIG EBI_1/MIG EBI_0)]$$

Où : P_A = prix actualisé HT ;

P_0 = prix initial HT indiqué aux termes de l'annexe financière de l'acte d'engagement et réputé établi sur la base des conditions économiques du "mois zéro", lequel correspond à la date de remise des offres.

NB = Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 30.1 – Navires et bateaux Prix de marché – Base 2021 – Données mensuelles brutes – Identifiant 010764256 [Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 30.1 – Navires et bateaux | Insee](#) ;

NB_1 = valeur de l'indice trois mois avant la date de commencement d'exécution des prestations* ;

NB_0 = Dernière valeur connue de l'indice à la date de remise des offres.

M = Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 28.11 – Moteurs et turbines, sauf moteurs pour avions, automobiles, motocycles Prix de marché – Base 2021 – Données mensuelles brutes – Identifiant 0107639384234 [Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 28.11 – Moteurs et turbines, sauf moteurs pour avions, automobiles, motocycles | Insee](#) ;

M_1 = valeur de l'indice trois mois avant la date de commencement d'exécution des prestations* ;

M_0 = Dernière valeur connue de l'indice à la date de remise des offres.

ICHT-IME = Indice mensuel du coût horaire du travail révisé - Salaires et charges - Tous salariés - Industries mécaniques et électriques (NAF rév. 2 postes 25-30 32-33) - Base 100 en décembre 2008 Identifiant 001565183 [Indice mensuel du coût horaire du travail révisé - Salaires et charges - Tous salariés - Industries mécaniques et électriques \(NAF rév. 2 postes 25-30 32-33\) - Base 100 en décembre 2008 | Insee](#) ;

$ICHT-IME_1$ = valeur de l'indice trois mois avant la date de commencement d'exécution des prestations* ;

$ICHT-IME_0$ = Dernière valeur connue à la date de remise des offres.

MIG EBI = Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – MIG EBI – Énergie et biens intermédiaires Prix de marché – Base 2021 – Données mensuelles brutes – Identifiant 010764357 [Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – MIG EBI – Énergie et biens intermédiaires | Insee](#) ;

$MIG EBI_1$ = valeur de l'indice trois mois avant la date de commencement d'exécution des prestations* ;

$MIG EBI_0$ = Dernière valeur connue de l'indice à la date de remise des offres.

* Exemple : si les prestations objet de la tranche optionnelle n°1 démarrent le 15 novembre 2026 alors la valeur de l'indice à prendre en compte pour le calcul de l'actualisation des prix sera celle du mois d'août 2026.

Dans le cas où la parution de cet indice serait suspendue pour une durée supérieure à **six (6) mois**, les parties conviennent de le remplacer par un indice équivalent, pour la durée de la suspension.

Article 12 - MODALITÉS DE PAIEMENT

12.1 Avances

Sauf renoncement du titulaire porté à l'acte d'engagement, une avance peut être accordée au titulaire, dans les conditions prévues aux articles R. 2191-3 à R. 2191-19 du Code de la commande publique, (Option A de l'article 12.1 du CCAG/MI).

Le montant de l'avance est calculé selon les modalités des articles R. 2191-6 et suivants et R. 2191-16 et suivants du Code de la commande publique.

Le taux de l'avance est fixé à 5% et dans le cas où le titulaire est une TPE/PME, le taux est de 20%.

Le versement de l'avance n'est pas conditionné à la constitution d'une garantie à première demande.

Le délai de paiement de l'avance court à compter de la notification de l'ordre de service de démarrage des prestations ouvrant droit au versement de cette avance.

Le remboursement de l'avance est effectué selon les modalités des articles R. 2191-11 et suivants du Code de la commande publique.

12.2 Acomptes

Pour chaque tranche du marché, les prestations qui ont donné lieu à un commencement d'exécution du marché peuvent ouvrir droit à des acomptes trimestriels à la demande du titulaire et sur autorisation expresse de l'acheteur dans les conditions des articles L. 2191-4 et R. 2191-20 à R. 2191-22 du Code de la commande publique.

Le montant d'un acompte ne peut excéder la valeur des prestations auxquelles il se rapporte. Il est calculé pour chacune des prestations concernées par ledit acompte sur la base des montants figurant dans l'annexe financière (DPGF) à l'acte d'engagement.

La personne publique peut demander à tout moment au titulaire du marché un décompte cumulé des acomptes versés.

Les modalités de versement des acomptes respectent les règles de la comptabilité publique issues du décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, dans les limites du présent article.

Les demandes de paiement d'acomptes et de solde sont justifiées à partir du constat du service fait.

Le paiement des acomptes n'a pas le caractère d'un règlement partiel définitif.

Pour chaque tranche du marché, les acomptes sont exigibles suivant la périodicité prévue ci-dessus et au regard des montants fixés aux termes de la DPGF, sous réserve de la retenue de garantie prévue à l'article 12.3 du présent CCAP, et dans la limite de l'échéancier fixé ci-après :

- ❖ **au maximum 60 %** du prix global et forfaitaire de la tranche concernée sous réserve de l'admission provisoire du moyen ;
- ❖ **au maximum 80 %** du prix global et forfaitaire de la tranche concernée à la livraison du moyen matérialisée par la remise du Bon de livraison à l'administration;

Pour chaque tranche, le solde sera versé après admission définitive de l'ensemble des prestations objet de la tranche.

12.3 Retenue de garantie

Conformément aux dispositions de l'article L. 2191-7 du Code de la commande publique, une retenue de garantie s'applique pour le présent marché.

Pour chaque tranche, le taux de la retenue de garantie est fixé à 5% du montant initial de la tranche augmenté, le cas échéant, du montant des modifications en cours d'exécution. Si le titulaire est une petite ou moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13 du Code de la commande publique, ce taux est de 3%.

La retenue de garantie est prélevée dans les conditions définies à l'article R. 2191-34 du Code de la commande publique.

Le remboursement de la retenue de garantie est effectué dans les conditions de l'article R. 2191-35 du Code de la commande publique.

Conformément aux articles R. 2191-36 et suivants du Code de la commande publique, le titulaire du marché a la possibilité, pendant toute la durée du marché, de substituer à la retenue de garantie une garantie à première demande ou, si l'acheteur ne s'y oppose pas, une caution personnelle et solidaire.

12.4 Délais de paiement et intérêts moratoires

Les sommes dues sont payées conformément aux dispositions de l'article L. 2192-10 du Code de la commande publique.

Le délai de paiement est fixé à **trente (30) jours maximums** pour l'Etat. La date de début du délai est déterminée selon les modalités des articles R. 2191-12 et suivants du Code de la commande publique.

Lorsqu'une procédure de vérification de la conformité des prestations est prévue, le délai de paiement ne court qu'à compter de la date à laquelle cette conformité est constatée, si cette date est postérieure à la date de réception de la demande de paiement.

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement, le titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L. 2192-12 et suivants et R. 2192-31 à R. 2192-36 du Code de la commande publique.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit (8) points de pourcentage.

Ils courent à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse et sont calculés sur le montant total du paiement toutes taxes comprises, diminué des éventuelles retenues de garantie, clauses de révision et des pénalités.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à quarante (40) euros.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de **quarante-cinq (45) jours** suivant la mise en paiement du principal.

12.5 Modalités de facturation

Le paiement est effectué sur présentation d'une facture émise par le titulaire, accompagnée de la décision d'admission des prestations et, après émission du service fait par l'acheteur.

Le paiement est effectué par virement au compte du titulaire.

12.5.1 Mentions obligatoires

Les factures comprennent les mentions suivantes, sous peine de non-conformité de la facture, pouvant entraîner son rejet :

- la date d'émission de la facture ;
- les nom, numéro SIRET et adresse de l'émetteur de la facture ;
- le code du service exécutant ou le code d'identification du service en charge du paiement (**FAC7540075**) ;
- les références du marché (numéros de marché CHORUS communiqués lors de la notification du marché) ;
- le numéro de l'ordre de service de démarrage des prestations ;
- le service de la DGDDI à l'origine de la commande ;
- la désignation précise des prestations fournies et leur quantité ;
- la date d'exécution des prestations ;

- le prix forfaitaire HT et TTC des prestations fournies ;
- le montant total HT et TTC des prestations fournies ;
- le taux et le montant de la TVA applicable ;
- le numéro d'identifiant TVA applicable ;
- l'adresse de facturation ;
- le numéro de SF Chorus.

En cas de sous-traitance, la facture du sous-traitant doit, en sus des mentions précitées, porter le visa du titulaire et être accompagnée d'une attestation de paiement direct de la part du titulaire.

L'absence d'une des mentions obligatoires sur la facture et/ou d'une des annexes nécessaires correspond à un cas de non-conformité de la facture, qui entraînera son rejet.

Les factures sont libellées en euro.

En cas de rejet de la facture, celle-ci sera retournée au titulaire qui devra corriger les erreurs ou omissions relevées avant de renvoyer ladite facture au service facturier mentionné supra.

Le délai légal de paiement sera suspendu jusqu'à la réception d'une facture complète et conforme, au sens des articles R. 2192-27 et suivants du Code de la commande publique.

12.5.2 Taux de TVA

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

12.5.3 Monnaie

L'unité monétaire qui s'applique est l'Euro.

12.5.4 Transmission des factures

Conformément à l'article L. 2192-1 du code de la commande publique, la transmission des factures s'effectue par voie dématérialisée.

Le titulaire a le choix entre plusieurs modes de transmission des factures :

1) Mode portail :

Utiliser le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à l'URL :

<https://chorus-pro.gouv.fr> aux fins de soit :

- déposer ses factures sur le portail ;
- saisir directement ses factures.

2) **Mode service ou API** (Application Programming Interface) :

Chorus Pro offre l'ensemble de ses fonctionnalités sous forme de services intégrés dans un portail tiers.

L'émetteur de facture s'identifie via les API, et accède à l'ensemble des services de Chorus Pro comme par exemple le dépôt ou saisie de factures, le suivi du traitement des factures, l'adjonction et téléchargement de pièces complémentaires, etc.

3) **Mode EDI** (Echange de données informatisées) :

Ce mode permet d'envoyer ses factures par raccordement direct à la solution mutualisée ou à partir d'un système tiers par transfert de fichier.

Chorus Pro permet des échanges d'informations par flux issus des systèmes d'information des fournisseurs. L'émetteur de facture adresse ses flux soit directement à Chorus Pro soit par l'intermédiaire d'un opérateur de dématérialisation.

Préalables techniques et réglementaires : pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le titulaire est invité à consulter le portail internet suivant :

<https://communaute.chorus-pro.gouv.fr> .

Pour tout renseignement complémentaire, le titulaire peut s'adresser à :

<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e3s1>

Rubrique « Nous contacter ».

Le comptable assignataire des paiements est :

Madame la Trésorière Générale des Douanes

30, Rue Raoul Wallenberg – TSA 70031

75927 PARIS Cedex 19

Article 13 - SOUS-TRAITANCE

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché public dans les conditions prévues aux articles L. 2193-1 à L. 2193-14 du Code de la commande publique, à la condition expresse d'avoir obtenu de l'acheteur l'acceptation écrite préalable du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

Il est rappelé que la sous-traitance totale des prestations est interdite.

En tout état de cause, les tâches essentielles suivantes doivent impérativement être exécutées par le titulaire du marché et ne peuvent faire l'objet de sous-traitance :

- Missions de direction, pilotage, suivi de chantier, relation avec l'armateur et coordination du marché ;
- Etudes et conception des vedettes ;
- Relations avec l'administration et la société de classification pour l'approbation des navires ;
- La construction des coques ;
- Les essais.

Le sous-traitant est soumis aux mêmes obligations issues des différents documents contractuels du présent marché que le titulaire. Le titulaire doit s'assurer notamment du respect par ses sous-traitants de toutes les obligations du présent marché.

Toute sous-traitance non déclarée pourra conduire à un refus de paiement ou à la dénonciation du marché.

IMPÉRATIF : tout acte de sous-traitance est validé par l'acheteur au moins **quinze (15) jours calendaires** avant toute intervention sur un site de la douane d'un personnel non employé par titulaire.

Toutefois, le titulaire demeure personnellement responsable de toutes les obligations résultant du marché.

Lorsque le montant des prestations confiées au sous-traitant est supérieur ou égal à six cents (600) euros TTC, le sous-traitant est payé directement par le pouvoir adjudicateur. Le sous-traitant adresse sa demande de paiement conformément aux articles R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique et aux dispositions de l'article 12 précitées.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément du pouvoir adjudicateur, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4.

Cet acte mentionne : la nature des prestations sous-traitées envisagée, le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant, le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant, les conditions de paiement prévues et le cas échéant les modalités de variation de prix, les capacités financières et professionnelles du sous-traitant.

L'acheteur doit accepter ou refuser le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement. Passé un délai de **vingt-et-un (21) jours** à compter de la remise du formulaire C4 et, le cas échéant, de la remise de l'exemplaire unique pour nantissement (ou certificat de cessibilité), l'acheteur est réputé avoir accepté le sous-traitant et agréé les conditions de paiement.

Article 14 - RÉSILIATION DU MARCHÉ

L'acheteur peut résilier le marché lorsque le titulaire est placé dans l'une des situations mentionnées aux articles L. 2195-3 à L. 2195-6 du Code de la commande publique et au chapitre 7 du CCAG/MI.

Il est précisé, en complément de l'article 41 du CCAG/MI, que le marché peut être résilié aux torts du titulaire, voire à ses frais et risques, en application des dispositions de l'article 45 du CCAG/MI :

- après mise en demeure préalable dans les cas suivants :

- ❖ non-remise tous les **six (6) mois**, à compter de la date de notification et jusqu'à la fin de l'exécution du marché, des attestations requises à l'article D. 8222-5, D. 8222-7 et D. 8222-8 du code du travail après mise en demeure de l'acheteur ;
- ❖ non-réalisation dans les délais impartis, d'une ou plusieurs des obligations contractuelles mentionnées aux documents contractuels ;

en cas de retard supérieur à trois mois en application des dispositions de l'article 6.6 du présent CCAP ;

- sans mise en demeure préalable dans les cas suivants :

- ❖ en cas d'atteinte du plafond de pénalités prévu à l'article 10.4 du présent CCAP ;
- ❖ en cas de non-respect de l'exigence des normes requises au CCTP et en application de l'article 6.2 du présent CCAP ;
- ❖ en cas de décision définitive de rejet en application des dispositions de l'article 7.
- ❖ en application de l'article 8 du présent CCAP lorsque le titulaire du marché ne s'est pas acquitté de son obligation contractuelle au terme de deux demandes d'intervention au titre de la garantie non satisfaites et ayant le même objet ;

La décision de résiliation est notifiée au titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception avec un préavis d'**un (1) mois** avant la date d'effet de la résiliation.

En outre, les cas spécifiques de résiliation prévus aux articles 42, 43 et 44 du CCAG/MI, de même que la résiliation pour motif d'intérêt général prescrite à l'article 45 du CCAG/MI demeurent applicables au présent marché.

Article 15 - DISPOSITIONS DIVERSES

15.1 Langue

Tous les documents écrits et remis par le titulaire à l'acheteur doivent être rédigés en langue française.

Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il le fournit, à sa charge, accompagné d'une traduction en français.

De plus, l'ensemble des communications écrites ou orales qui pourraient avoir lieu entre l'acheteur et le titulaire durant la phase d'exécution du marché s'effectuera en français.

15.2 Assurances

Conformément à l'article 10 du CCAG/MI, le titulaire est tenu de contracter une police d'assurance couvrant ses risques professionnels.

Initialement versée dans son offre pour attester qu'elle est en vigueur au jour de la notification du marché, elle devra être produite systématiquement dès chaque fin d'échéance pour attester d'une prolongation de couverture, ce autant de fois que nécessaire jusqu'à la date d'échéance du présent marché.

Le titulaire est responsable des dommages que l'exécution des prestations peut engendrer : à son personnel, aux agents de l'acheteur ou à des tiers, à ses biens, aux biens appartenant à l'acheteur ou à des tiers.

Le titulaire et ses éventuels sous-traitants produiront à la DGDDI :

- Dès le début de la construction, une police d'assurance couvrant le corps des vedettes et le matériel approvisionné pour leur construction contre tous risques tant dans ses ateliers que dans ceux des sous-traitants et pendant les transports et ce, jusqu'à la mise à l'eau des vedettes qui permettra les opérations d'admission provisoire ;
- A la mise à l'eau et dans la mesure où la police précédente ne les couvre déjà, une police d'assurance s'appliquant à tous les risques jusqu'au prononcé de la recette définitive des vedettes à leur port d'attache.

Le titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il pourrait encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels engendrés lors de l'exécution des prestations, objets du présent marché.

Le titulaire s'engage à informer expressément l'acheteur de toute modification de son contrat d'assurance.

15.3 Autres obligations administratives

Le titulaire est tenu de notifier **sans délai** à l'acheteur les modifications survenant en cours d'exécution, et notamment celles qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

De façon générale, toutes les modifications importantes de fonctionnement concernant le titulaire et pouvant influencer sur le déroulement du marché doivent être notifiées à l'acheteur.

En cas de manquement, l'acheteur ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

Le titulaire met à disposition de l'acheteur, **tous les six (6) mois**, à compter de la notification du marché et ce, jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail.

Lorsqu'il contrevient à ces dispositions, après mise en demeure restée infructueuse, le titulaire peut faire l'objet d'une décision de résiliation du marché à ses torts sans qu'il puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques. La mise en demeure est notifiée par écrit et assortie d'un délai. A défaut d'indication du délai, le titulaire dispose d'un délai de **deux (2) mois** à compter de la notification de mise en demeure pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou présenter ses observations.

Si le titulaire, et/ou le cas échéant ses sous-traitants, recourent à des salariés détachés, ils doivent produire avant le début de chaque détachement d'un ou de plusieurs salariés les documents suivants :

- l'accusé de réception de la déclaration de détachement effectuée sur le téléservice " SIPSI " du ministère chargé du travail, conformément aux articles R. 1263-5 et R. 1263-7 du Code du travail ;
- une attestation sur l'honneur certifiant que le cocontractant s'est, le cas échéant, acquitté du paiement des sommes dues au titre des amendes prévues aux articles L. 1263-6, L. 1264-1, L. 1264-2 et L. 8115-1 du code du travail. Cette attestation comporte les nom, prénom, raison sociale du cocontractant et la signature de son représentant légal.

Dans les conditions fixées aux articles L. 2196-4 et suivants du Code de la commande publique, le titulaire fournit, si l'acheteur en fait la demande, les renseignements sur les éléments techniques et comptables du coût de revient des prestations qui font l'objet du présent marché public (notamment bilans, comptes de résultat ainsi que leur comptabilité analytique et tout document de nature à permettre l'établissement des coûts de revient).

15.4 Exécution aux frais et risques du titulaire

En cas d'inexécution par le titulaire d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir d'aucun retard ; ou en cas de résiliation du marché aux torts du titulaire, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le présent marché, aux frais et aux risques du titulaire, en application des dispositions de l'article 48 du CCAG/MI.

15.5 Protection de la main d'œuvre et conditions de travail

Le titulaire du marché doit être en conformité avec la réglementation applicable en matière de droit fiscal, de droit du travail et de lutte contre le travail illégal, conformément aux dispositions de l'article 6 du CCAG/MI.

Le titulaire est tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail (OIT) sur le travail forcé, sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, sur le droit d'organisation et de négociation collective, sur l'égalité de rémunération, sur l'abolition du travail forcé, concernant la discrimination, sur l'âge minimum et sur les pires formes de travail des enfants.

Par ailleurs, les matières premières employées dans la fabrication des vedettes ainsi que les produits finis ne doivent pas avoir d'effet néfaste sur la santé des utilisateurs et doivent être conformes aux normes européennes.

15.6 Protection de l'environnement

En application des dispositions de l'article 7 du CCAG/MI, le titulaire du marché veille à ce que les prestations réalisées respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes ainsi que de préservation du voisinage.

Les matières premières employées dans la fabrication des vedettes doivent être produites dans des unités de production respectueuses de l'environnement. Les matériels doivent répondre aux règles de développement durable pour leur élimination et ne doivent pas présenter de contrainte particulière pour leur destruction lors de leur retrait du service.

15.7 Etablissement d'un bilan d'émissions de gaz à effet de serre (BEGES)

Dans le cadre de l'exécution du présent marché, l'acheteur vérifie que le titulaire, sous réserve qu'il y soit assujéti, respecte les dispositions de [l'article L.229-25 du code de l'environnement](#).

L'acheteur consulte à cet effet la plateforme informatique hébergée à l'adresse suivante : <http://www.bilans-ges.ademe.fr>, sur laquelle doivent être publiées les informations relatives à la mise en œuvre des obligations nées de l'article du code de l'environnement précité¹.

Le cas échéant, l'acheteur invite le titulaire à se mettre en conformité dans les meilleurs délais.

Par ailleurs, pour soutenir la transformation écologique de l'Etat, les ministères économiques et financiers (MEF) engagés depuis plusieurs années dans une démarche vertueuse de transition sociale et environnementale dans le domaine des achats, **encouragent les titulaires qui ne seraient pas assujettis aux dispositions de l'article L. 229-25 du Code de l'environnement** à établir le bilan de leurs émissions de gaz à effet de serre accompagné d'un plan de transition et à les communiquer à l'adresse précitée : <http://www.bilans-ges.ademe.fr>. »

¹ Conformément à l'arrêté du 25 janvier 2016 relatif à la plate-forme informatique pour la transmission des bilans d'émission de gaz à effet de serre, publié au journal officiel de la république française n°0029 du 4 février 2016.

15.8 Dispositions applicables en cas de menace sanitaire grave appelant des mesures d'urgence

La menace sanitaire peut appeler l'application de mesures d'urgence, notamment l'état d'urgence sanitaire déclaré en application des dispositions du Code de la santé publique. Cette situation est assimilée à un cas de force majeure dès lors qu'elle est inconnue des parties au moment de la signature du marché public par l'acheteur ou que cette situation, bien que connue des parties, donne lieu à des mesures d'urgence nouvelles inconnues des parties au moment de la signature du marché public et ayant un impact direct sur l'exécution du contrat. Ces situations sont constitutives d'un « évènement perturbateur » au sens du présent article.

L'évènement perturbateur fait obstacle à l'application de sanction, de pénalités contractuelles à l'égard du titulaire comme à la mise en œuvre de la responsabilité contractuelle des parties à raison de retards ou d'inexécution des obligations qui leur incombe, dès lors qu'est établi un lien de causalité entre l'évènement perturbateur et le retard ou l'inexécution.

15.8.1 Suspension de l'exécution des prestations à la demande du titulaire

Si le titulaire du marché est temporairement dans l'impossibilité d'exécuter tout ou partie des prestations du fait de l'évènement perturbateur ou que cette exécution fait peser sur lui une charge manifestement excessive, il peut en demander la suspension par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

La décision de suspendre l'exécution des prestations à la demande du titulaire fait l'objet d'un écrit émanant de l'acheteur et est transmise par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

Dans sa décision, l'acheteur précise l'impact éventuel de la suspension sur la durée du marché, étant précisé que toute modification de la durée du marché ne peut résulter que d'un avenant.

En cas de suspension de l'exécution des prestations du marché à la demande du titulaire, l'acheteur se réserve la possibilité de conclure un marché de substitution avec un tiers pour satisfaire les besoins qui ne peuvent souffrir aucun retard, nonobstant toute clause d'exclusivité et sans que le titulaire initial ne puisse engager, pour ce motif, la responsabilité contractuelle de l'acheteur. L'exécution du marché de substitution n'est pas effectuée aux frais et risques du titulaire.

Ce dernier ne peut quant à lui être sanctionné, se voir appliquer des pénalités contractuelles, ni voir sa responsabilité contractuelle engagée dès lors qu'il démontre qu'il ne dispose pas des moyens suffisants pour exécuter les prestations ou que leur mobilisation ferait peser sur lui une charge manifestement excessive.

A ce titre, toute justification permettant à l'acheteur d'apprécier le bien-fondé des difficultés rencontrées ou à venir ainsi que leur lien de causalité avec l'évènement perturbateur doit être fournie par le titulaire. Celui-ci doit prouver l'impossibilité temporaire de poursuivre l'exécution du marché en apportant la preuve qu'il ne dispose pas de moyens suffisants (ex : exercice de leur droit de retrait par ses salariés – article L. 4531-1 du Code du travail -, adaptation des conditions de travail à la situation sanitaire), ou que leur mobilisation ferait peser sur lui une charge manifestement excessive.

La suspension de l'exécution des prestations à l'initiative du titulaire du marché n'ouvre droit à aucune indemnité au bénéfice de ce dernier.

15.8.2 Suspension de l'exécution des prestations à l'initiative de l'acheteur

Si l'acheteur décide de suspendre l'exécution de tout ou partie des prestations du marché, il en informe le titulaire par écrit, dans les meilleurs délais et par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

Dans sa décision, l'acheteur précise l'impact éventuel de la suspension sur la durée du marché, étant précisé que toute modification de la durée du marché ne peut résulter que d'un avenant.

En cas de suspension de tout ou partie des prestations, les parties procèdent à l'établissement d'un constat contradictoire de l'ensemble des prestations réalisées jusqu'à la suspension, sauf lorsque celui-ci s'avère manifestement inutile.

L'acheteur ne peut voir sa responsabilité contractuelle engagée dès lors qu'est établi un lien de causalité entre l'évènement perturbateur et la décision de suspension.

Le titulaire, quant à lui, ne peut être sanctionné, se voir appliquer des pénalités contractuelles, ni voir sa responsabilité contractuelle engagée du fait de cette suspension.

Article 16 - REGLEMENT AMIABLE DES DIFFÉRENDS

La réglementation de l'achat public institue comme principe la recherche du règlement amiable des conflits.

Les parties au présent contrat conclu et exécuté de bonne foi, s'engagent à examiner ensemble, dans le plus grand esprit de concertation et de coopération, tout différend ou litige qui pourrait survenir relatif à son existence, son interprétation, ou à son exécution.

Conformément aux articles 49.2 et 49.3 du CCAG/MI, tout différend entre le titulaire et l'acheteur doit faire l'objet, de la part du titulaire, d'un mémoire de réclamation exposant précisément les motifs de ce différend et indiquant, le cas échéant, pour chaque chef de contestation, le montant des sommes réclamées et leur justification.

Les ministères économiques et financiers s'engagent à en accuser réception dans les **quinze (15) jours**. Le pouvoir adjudicateur dispose du délai prescrit par l'article du CCAG susmentionné pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut décision de rejet du mémoire de réclamation. Le correspondant identifié pour traiter ce type de demande est l'acheteur en charge du suivi d'exécution : dg-fin2-marchespublics@douane.finances.gouv.fr

L'acheteur et le titulaire privilégient le recours au médiateur interne relations fournisseurs des ministères économiques et financiers à l'adresse suivante : mediation-fournisseurs.bercy@finances.gouv.fr

En cas de constatation par le médiateur de l'échec de cette médiation interne, les parties pourront saisir le médiateur des entreprises via le portail suivant : <https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises/contactez-mediateur-des-entreprises>

En cas d'échec de cette dernière, les parties pourront saisir le comité consultatif de règlement amiable compétent dans les conditions prévues à l'article R. 2197-1 du Code de la commande publique. Les parties pourront néanmoins directement saisir le médiateur des entreprises, sans recourir au médiateur interne, ou encore le comité consultatif de règlement amiable compétent sans recourir à une médiation préalable.

La saisine d'un médiateur ou d'un conciliateur doit être effectuée avant l'expiration du délai de recours contentieux.

La saisine d'un médiateur interrompt les délais de recours contentieux jusqu'à la notification de la décision prise par l'acheteur ou de la constatation du médiateur de l'échec de sa mission.

Le médiateur interne des ministères économiques et financiers et le médiateur des entreprises agissent comme tierce partie afin d'aider les parties qui en ont exprimé la volonté à trouver une solution mutuellement acceptable.

Le comité consultatif de règlement amiable compétent a lui pour mission de rechercher des éléments de droit ou de fait en vue d'une solution amiable et équitable.

Dans l'hypothèse où le différend n'aurait pas trouvé de solution acceptable pour les deux parties, il appartiendra à la plus diligente d'entre elles, si elle s'y croit fondée, de saisir la juridiction compétente du litige en cause dans le cadre d'un recours contentieux.

Le Comité consultatif de règlement amiable compétent est le suivant :

Comité consultatif national de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics

6, Rue Louise Weiss

75703 PARIS Cedex 13

Téléphone : 01.44.97.04.22

Courriel : ccra.daj@finances.gouv.fr

Article 17 - LITIGES ET CONTENTIEUX

Le présent marché est régi par le droit français.

Le cas échéant, le tribunal administratif compétent pour le règlement des litiges est :

Tribunal administratif de Montreuil
7, Rue Catherine Puig
93 558 MONTREUIL Cedex
Téléphone : 01.49.20.20.00
Télécopie : 01.49.20.20.99
Courriel : greffe.ta-montreuil@juradm.fr

Article 18 - DÉROGATIONS

Par dérogation à l'article 1^{er} du CCAG/MI, le présent CCAP ne comporte aucun récapitulatif des dérogations apportées au CCAG/MI.

En cas de contradiction entre les stipulations du présent CCAP et celles du CCAG/MI, les premières prévalent sur les secondes.